

CARTONNE

MAVISTE

BULLETIN INTERIEUR DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
(IVe. INTERNATIONALE).

REGION TOULOUSAINE

n° 7 - Août-Septembre 1944.

*Difusión deferencia de Edicions
Internacionals Sedov. Para descargar
el resto de documentos de esta serie,
enlace desde imagen del logotipo:*

Edicions internacionals Sedov



"Seul un parti guidé par
une théorie d'avant-garde
peut remplir le rôle de
combattant d'avant-garde".
L. L. (Quo faire?)

SOMMAIRE

COMPTE-RENDU DE LA CONFERENCE REGIONALE:

1. Avertissement P. 1
2. La question du front ouvrier .. P. 1
3. Front ouvrier & front unique... P. 4
4. Front ouvrier & masses non prolétariennes P. 5
5. La question du débarquementP. 8
6. La Terreur rouge P. 10
7. Maquis et milices ouvrières ... P. 13
8. La question de l'U.M.S.S. P. 19
9. La question Espagnole P. 33
10. Questions Diverses P. 35
11. Conférence régionale et la
défense de l'U.M.S.S.
(Déclaration minoritaire) P. 37

COMPTE-RENDU DE LA CONFERENCE REGIONALE

AVERTISSEMENT

CONCERNANT LE COMPTE-RENDU DE LA CONFERENCE.

Après discussion de l'organisation matérielle de la conférence on passe à l'élaboration de l'ordre du jour. L'ordre du jour proposé par le C.R. est adopté avec des additions :

1°) Question coloniale (rattachée à la question internationale),
2°) Question de la terreur rouge (rattachée à la question du débarquement).

La question des jeunes et de l'éducation dans le F.O. a été renvoyée, faute de temps, à la discussion dans les cellules.

Parmi les questions diverses, ont été discutées : 1°) le noyautage, 2°) un point du règlement des conférences, 3°) la question du secours international.

La rapidité de la préparation de la conférence ayant limité le nombre de résolutions proposées, la Commission de Rédaction pour le B.I. n° 5 a jugé nécessaire et éducatif de transcrire l'essentiel des discussions.

Les passages du procès-verbal censurés pour des raisons de sécurité ont été remplacés par des points. Les questions diverses intervenues en digression ont été réunies à la fin.

LA QUESTION DU F. O.

RAPPORT.

(Lire ci-dessous le rapport, amendé sous forme de résolution finale).

DISCUSSION.

Le camarade S. demande, pour que la Conférence puisse prendre position un exposé sommaire des différentes réalisations régionales du F.O.

Le camarade U. signale que dans la région bordelaise, les C.I., méconnaissant la nécessité de l'autonomie du F.O., éditent la propagande de F.O. dans le cadre d'un journal régional ("Octobre"). Cette méthode stérilise le F.O. dans la région. La réaction ouvrière a été : ce sont des journaux boches.

Par contre, nous pouvons citer 3 réalisations régionales, faites sur la base des thèses présentées par le rapporteur et ayant donné des résultats positifs.

Dans le secteur X de la région, nous avons touché des éléments du P.C.F., de la F.A.I., de la C.M.T. Pour cela nous avons adopté deux tactiques à la F.L.I. nous avons proposé le Front Unique avec le P.C.I. Résultat assez positif du point de vue F.O. Les négociations de F.O. ne donnent de résultat qu'en réalisant des contacts à la base, d'organisation à organisation, entre les militants du F.O. Quant aux militants du P.C.F., ils ont été touchés au nom du F.O., présenté comme organe de classe non patriotique contre le patron nat. Les camarades communistes de la base ont été d'accord, et même c'est à eux que revient dans le secteur la plus grosse diffusion du journal. Prottements avec la direction stalinienne.

Le camarade K.: Dans le secteur Y de la région, le mot d'ordre de F.O. a été adopté par de nombreux camarades du P.C.F. Ils ont diffusé les journaux jusqu'à dans le maquis. Ce travail s'est fait sans réalisation du F.O. et sans que les militants du F.O. membres du parti se soient présentés comme tels. Il n'y a donc pas de recrutement immédiat en vue pour le F.O.I. mais le F.O. peut développer une opposition de gauche à la base du P.C. à

l'échelon local.

Le camarade M.: A Z des éléments CNT-PAI (anarchistes) ont été touchés. Ils s'intégreront sans doute au P.O., et dès maintenant ils collaborent.

Tout développement du P.O. rend possible et nécessaire la démocratisation de la rédaction de la littérature de propagande du P.O. A titre d'exemple; le camarade K. lit un tract rédigé par une commission du P.O. avec simple participation C.I. Ce texte est caractérisé par une certaine confusion dans le vocabulaire et les idées; mais, à travers les corrections qui ont marqué son élaboration, certains progrès décisifs apparaissent.

Le camarade S. critique alors le principe du P.O., déclarant que cette politique se substitue en somme à la construction du parti proprement dit. Il invoque à ce sujet le précédent que constituent les "Groupes d'action révolutionnaire" organisés par les B.L. en 36. Ces groupes se sont écroulés très vite parce qu'ils n'avaient pas de programme d'ensemble. Au contraire, le P.C.I. a survécu à toutes les conjonctures politiques. Les B.L. avaient un programme, les C.A.R. seulement des fragments de programme. On ne peut pas fonder une organisation sur cette base croulante.

Le camarade A.: Les C.A.R. étaient à l'époque conçus autrement que le P.O. On les présentait usuellement comme les "courroies de transmission" du parti vers les masses. Ce rôle est aussi celui du P.O., mais il ~~est~~ en même temps un but plus vaste.

Le camarade G.: Il n'y a pas contradiction entre l'existence du P.O. et celle du Parti. Au contraire, puisque nous ne concevons pas le P.O. sans fraction B.L. dans son sein. A mon avis le P.O. doit être un "mouvement" au sens que le P.C.F. donne à ce mot : c'est à dire une tentative pour développer un certain état d'esprit. Présentement, il s'agit de développer la conscience de classe du prolétariat. Il ne faut donc pas se fonder le P.O. avec un déguisement de notre parti. Il ne s'agit pas de communiquer notre programme, par tranches, aux masses ouvrières; mais de leur donner une conscience de classe par tous les moyens. Par suite, 1°) la forme organisationnelle du P.O. n'est pas définie d'avance, elle est susceptible de varier avec les différents cas. La formation de groupes ouvriers sur la base de l'entreprise, et d'autre part la réalisation du P.O. avec les autres organisations ouvrières sont deux exemples de la façon dont le P.O. peut prendre une forme organisée. 2°) le programme de P.O. n'est pas non plus défini d'avance. Il faut laisser les ouvriers exprimer eux-mêmes leurs tendances politiques, sans craindre la confusion qui en résulte inévitablement, mais en cherchant à orienter et à clarifier ces tendances dans le sens d'une plus nette conscience de classe. La spontanéité du mouvement ouvrier doit donc être conservée. Mais cela n'entraîne pas de notre part une attitude attentiste : le parti doit jouer un rôle initiateur dans ce P.O.

Le rapporteur se déclare entièrement d'accord avec l'intervention du camarade C. Il ajoute que l'expérience des C.A.R. ne peut avoir la signification que lui donne le camarade S. Les C.A.R. ont été constitués pour mobiliser les masses dans une période de montée révolutionnaire, en l'absence de la possibilité de les intégrer dans un parti prolétarien. Cette politique répondant à la radicalisation transitoire de certaines couches ouvrières, il est inévitable que les C.A.R. soient tombés avec le déclin du mouvement révolutionnaire. Il en serait inéluctablement de même avec le P.O. si la situation évoluait dans le même sens. La construction du parti aura profité de cette organisation de masses dans la mesure où son travail fractionnel aura soustrait les ouvriers révolutionnaires au reflux en les intégrant au parti.

RESOLUTION SUR LE P.O.

(Ce texte, dont l'essentiel figurait dans le rapport précédent la discussion, résulte d'amendements à ce rapport. Il a été adopté à l'unanimité).

1. L'analyse de notre expérience montre que le F.O. ne peut être une succursale du parti, un groupement de sympathisants confus, de sous-militants. Nous insistons sur la nécessité d'une autonomie du F.O. par rapport au parti, condition de la démocratie du F.O. qui constitue sa force principale d'action. Cette autonomie concerne la direction de l'appareil technique et financier, la rédaction des textes d'éducation et de propagande. Si le F.O. est autre chose qu'un nouveau parti formé avec des sans parti, s'il est l'instrument de l'unité prolétarienne, il doit permettre et envelopper le Front Unique des organisations ouvrières. Sans politique de F.U., le F.O. est stérile.

2. Le risque évident de cette politique de démocratie dans le F.O. c'est l'aliénation du F.O. qui deviendrait terrain de noyautage pour et liens, ou qui échapperait à tout contrôle et tournerait au centrisme, au maoïssisme, à l'anarchisme, au syndicalisme, selon les dominantes locales.

3. La politique de F.O. n'est pas une politique abstraite. Elle est fondée sur la perspective révolutionnaire et sur la montée ouvrière. L'aliénation serait fatale en période de défaite. C'est au contraire la progression du F.O. qui est la plus probable pour les mêmes raisons qui ont fait adopter la tactique de F.O. L'expérience des groupes d'Action Révolutionnaire en 36 prouve ceci : et ceci seulement : un mouvement de masse sans programme a un rôle transitoire et se dissout en cas de défaite. Il ne peut en rester que les éléments intégrés au ~~part~~ parti prolétarien autonome à programme révolutionnaire intégral.

4. Cette progression du F.O. aboutira à dissocier ou épurer les directions des organisations intégrées au Front Unique, tout en radicalisant les ouvriers sans parti. C'est justement parce que le programme de la 4e est adapté aux intérêts ~~aux~~ réels du prolétariat et que ces intérêts s'expriment de façon croissante et éclaircie dans une phase de montée ouvrière que la démocratie du F.O. sera l'instrument de conquête du F.O. par le Parti. Ainsi le F.O. sera la base internationale de construction de la 4e Internationale à travers l'épuration des anciennes organisations et la politisation des nouvelles couches. L'internationalisme du F.O. se marquera dans sa composition internationale à l'échelle locale dans tous les cas possibles, et dans l'édition de textes en plusieurs langues.

5. La crainte de l'autonomie du F.O. et de sa transformation à la façon stalinienne - en fantôme de parti, témoigne d'une défiance à l'égard des masses, de la méconnaissance de la montée ouvrière et par suite de toute la situation. C'est le type de la pensée mécanique et antihistorique. Le résultat en est l'illusion que le Parti peut être construit par additions atomiques. Pratiquement, cela conduit à faire prématûrement et sans bases de masses, sans préparation du terrain, une propagande de 4e. I. dont l'ampleur est disproportionnée à l'avant-garde que nous sommes en état de conquérir. Par contre, et faute notamment d'une politique claire de F.U., la propagande de F.O. est sacrifiée et abandonnée aux faibles ronds provinciaux. Par contre, l'illusion idéaliste sur l'ampleur de l'avant-garde et la tentative aventuriste de bolchevisation directe des masses aboutit à faire négliger la formation même du parti, notamment par l'éducation. Concrètement : des "Vérités" non distribuées ou répandues au hasard, mais le programme transitoire ou le Manifeste Communiste sont introuvables.

6. C'est par un travail fractionnel rapide et persistant à l'intérieur du F.O., réalisé non seulement par les G.O., mais par le F.U., que peut se construire largement le parti en liaison avec les masses et avec une composition ouvrière. Le sectarisme puriste qui stérilise le F.O. se transforme en opportuniste petit-bourgeois dans la construction du parti. En tant que le F.O. ~~vis~~ vise au rassemblement de la majorité de la classe ouvrière, la construction du parti dans son sein devient l'instrument transitoire de la mobilisation et de la direction des masses par le Parti, en même temps que du contrôle du Parti par les masses.

RAPPORT.

Il consiste en une lecture de la Résolution du C.A. sur le débarquement et les tâches de la région (cf. B.I. n° 4). C'est le 10e point de la résolution qui concerne le F.U. Cette question apparaît en liaison avec le pronostic de débordement des organisations centristes et stalinienne par la montée ouvrière (9e point). Ce débordement en effet ne s'effectue pas automatiquement : la crise à l'intérieur du P.C. ne pourra naître que du moment où les arrière-pensées contre-révolutionnaires de la direction stalinienne auront été pratiquement révélées. Il nous appartient, par des propositions de F.U., de hâter et de rendre manifeste ce rôle contre-révolutionnaire. Suit la lecture du paragraphe 10. Le rapporteur montre que ces perspectives sont en parfait accord avec les latitudes tactiques concédées par le S.E. (Revue E.V. I. n° 4-5, p. 9). Sur ce point, le rapporteur souligne que nous en sommes pratiquement amenés à en appeler au S.E. devant la négligence du P.C.I.

DISCUSSION.

Le camarade B. demandant au rapporteur un compte-rendu des expériences de F.U. qui avaient déjà été faites par le P.C.I. sur le plan régional et national, le rapporteur fait état de 3 épisodes :

1°) La lettre du C.C. du P.O.I. (environ mai 43) au C.C. du P.C.F., accompagnée d'une lettre au militant stalinien de la base. Le P.C.I. proposait au P.C.F. le F.U. sur la base d'une action revendicative ouvrière non patriotique. Il ne semble pas que le P.C.F. ait répondu à la question posée. Il a vraisemblablement déclaré inadmissible une dualité en France d'organisations communistes, même en F.U.; autrement dit; que le P.C.I. devait choisir entre son intégration au P.C.F. et l'extermination.

2°) Dans la région de N., le P.O.I. a rédigé en collaboration avec le M.O.P. un Bulletin Ouyrier commun. Initiative sans lendemain au point de vue organisationnel, encore que le numéro sorti ait été bon.

3°) Des pourparlers sur la base "Milices Ouvrières" sont encore en cours avec le C.A.R.

.....
 Dans le domaine des possibilités, le rapporteur signale des liaisons intéressantes éventuelles par la base avec "Libérer et Fédérer" qui a fusionné avec "L'Insurgé".

Le rapporteur signale que l'une des objections centrales élevées il y a quelque temps contre les perspectives de F.U. était : ceci présuppose un certain développement du P.C. C'est à cette objection que répond la phrase suivante de la résolution : " L'urgence de cette proposition (de F.U.) n'est pas mesurée par la pression du P.C. organisé de la base, mais par la tendance massive de la classe au rassemblement (grève générale à Marseille)" - Critique Margiste n° 4 p. 6 -.

Le rapporteur est amené à répéter que les textes émanant du C.C. n'ont concrètement et explicitement traité du F.U. que depuis le débarquement. Encore n'y a-t-il pas de prise de position officielle; nous ne disposons à ce sujet que d'un "Message de la Commission de Province" (C.A. p. 16, b). De ce texte comme de plusieurs autres, il résulte que pour le C.C. du P.C.I. ces questions pratiques connexes au mot d'ordre de F.O. n'ont, semble-t-il, pris d'urgence que depuis le débarquement.

Le camarade B. rapporte une vieille expérience de F.U. faite par les B.L. Un peu avant le Front Populaire, ils avaient proposé simultanément à la base et au sommet des J.C. l'unité d'action pour l'autodéfense contre les premières manifestations des groupes fascistes. Cette agressivité avait eu l'approbation de la base, mais avait essuyé un refus catégorique de la direction après quelques hésitations. Quelques J.C. ont rejoint les B.L. à la suite de cet épisode.

L'accord étant réalisé dans la Conférence sur le principe du F.U., le camarade C. demande qu'on réponde aux questions concrètes qu'il pose :

F.U. avec qui, en fait? Sur quelle base?

Le rapporteur : "Sur la base F.O. et "Illices Ou vrières".

Mais à ce propos, le camarade U. insiste sur la nécessité de varier le contenu de cette proposition de F.U. selon les organisations auxquelles on s'adresse. Une proposition de F.U. sur des mots d'ordre léninistes éveillerait un écho profond à la base du P.C.F.; elle serait impossible avec des organisations du type C.N.T.-P.A.I.

Pour envisager toujours la question d'un point de vue concret, le rapporteur rend compte de ses contacts avec ~~un~~ un ex-militant du P.O.U.M. Ces discussions ont une teinte particulière, car ce camarade est très politisé, et la question qui se pose avec lui c'est d'emblée la question de l'unité. Ce camarade déplore beaucoup que la réunion de l'assemblée constitutive de la 4e Internationale en 1938 se soit tenue sans consultation des "principaux partis révolutionnaires", parmi lesquels il range le P.O.U.M. Nous cherchons à liquider ces vieilles querelles.

.....
Nous envisageons ~~un~~ à l'échelon régional des négociations de F.U. avec la C.N.T. sur la base du F.O. Négociations importantes, car la C.N.T. est l'organisation syndicale la plus importante de Catalogne: elle groupe les ouvriers les plus avancés quelques peu éduqués. Est-ce que la conférence considère ces négociations comme valables?

Les camarades B. et A. estiment que la question ne se pose pas : la politique de F.U. doit être menée partout, en tout temps, avec toute organisation à composition ouvrière prédominante. Le F.U. est un principe général de notre politique.

Le rapporteur conteste que le F.U. soit un principe permanent de notre stratégie. Il fait observer que cette politique n'a été développée systématiquement qu'à partir de 1921 lorsque, après la scission avec la social-démocratie, il s'est agi de démasquer le réformisme et les syndicalistes jaunes. D'ailleurs si ce principe était essentiel, on comprendrait mal que le Parti y ait accordé aussi peu d'attention qu'actuellement.

.....
Le camarade B. rappelle que le Congrès National devait se réunir pour envisager les modalités d'application des décisions du S.R. Cette conférence n'a pu avoir lieu. Dans ces conditions, nous pouvons adopter une politique de F.U. de notre propre initiative. Ce n'est pas une indiscipline.

Le rapporteur insiste pour que, par ailleurs, la question soit posée à l'ensemble du Parti. D'autre part, il pense que la tactique de F.U. s'impose dans les périodes de croissance du mouvement révolutionnaire. C'est pourquoi elle est urgente à poser aujourd'hui.

Le rapporteur insiste pour que, par ailleurs, la question soit posée à l'ensemble du Parti. D'autre part, il pense que la tactique de F.U. s'impose dans la période de croissance du mouvement révolutionnaire. C'est pourquoi elle est urgente à poser aujourd'hui.

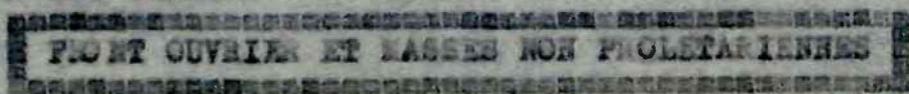
.....
La discussion sur le F.U. se termine alors par la ratification à l'unanimité des conclusions suivantes :

RESOLUTION.

1°) Le F.U. à tout échelon (base et sommets) est un problème qui doit toujours normalement se poser pour le P.C.I. en période de montée révolutionnaire.

2°) Le F.U. doit être proposé à toutes les organisations de masse à composition prolétarienne.

3°) Pour ce qui est des propositions de F.U. avec le P.C.F. particulièrement, elles doivent se faire sur la base des diverses thèses léninistes de la IIIe. I.C., et si possible en produisant littéralement dans la propagande le texte de ces thèses.



RAPPORT. Le rapporteur lit et développe les thèses du C.R. sur la question

paysanne (C.M. n°4) : elles se résument dans la formule générale de "front ouvrier et paysan". Il n'y aura pas de discussion d'ensemble, mais au cours de la lecture, discussion de telle ou telle thèse. Au cours de sa lecture le rapporteur précise : 1° que les réquisitions laissent intacte la majeure partie de la production des gros propriétaires

2° que l'impôt foncier en France ne grève que les locaux d'habitation et non les bâtiments d'exploitation (silos etc...) : en sorte que les gros propriétaires, pourvus d'installations développées, sont fiscalement privilégiés

3° (au sujet du 12° point) que la grève des livraisons que nous préconisons pour appuyer la revendication petite paysanne du relèvement des prix agricoles doit évidemment s'accompagner d'échanges directs généralisés entre ouvriers et paysans et du relèvement des salaires industriels (cf. C.M. n°2 "Le Front Ouvrier hors des entreprises" fin); il ne s'agit pas d'affamer le prolétariat urbain, au contraire.

DISCUSSION

Une première discussion s'engage sur la question de savoir si, depuis 1940, l'enrichissement des larges couches de la paysannerie, tant critiquée par les ouvriers est réel ou "nominal" (expression du C.R. dans sa première thèse).

Le camarade I. cite quelques exemples (Htes-Pyrénées) qui impliquent un début d'accumulation, depuis 1940, jusque dans la petite propriété.

Le camarade G. réplique que ~~par ailleurs~~ ~~ce chiffre~~ ~~de chiffre~~ ~~d'affaires~~ ~~est~~ ~~en~~ ~~fait~~ ~~lourdement~~ ~~réduite~~ ~~par~~ ~~les~~ ~~"ciseaux"~~, la disproportion considérable entre les prix des produits agricoles et ceux des produits industriels (instruments agricoles, engrais, vêtements)

Le camarade I. réplique que, pour ce qui est de l'outillage, l'usure du capital fixe à la campagne est trop lente pour que la hausse des prix industriels puisse déjà paralyser l'économie paysanne. D'autre part, la pratique du troc permet aux paysans de tourner les prix officiels élevés. Du reste, abstraction faite des charges économiques qui pèsent sur la paysannerie depuis 40 (prisonniers, S.T.O...) il faut reconnaître que la petite paysannerie est dans l'ensemble satisfaite aujourd'hui de son sort.

Le camarade E. objecte au camarade I. le cas de l'Aude (cf. C.M. n°3 analyse de la région audoise).

Le camarade I. répond qu'il s'agit d'une région de monoculture, et qui plus est, vinicole, donc d'une exception.

Le rapporteur pense que la question peut être objectivement résolue par l'examen des statistiques, en particulier des rôles des contributions.

Le camarade E. estime au contraire que les statistiques, en particulier les rôles des contributions, surtout à l'heure actuelle (marché noir) seraient tout à fait trompeuses. La question ne peut être résolue a priori, étant données, 1°) la grande différenciation de la paysannerie en couches superposées de volumes et de revenus très divers.

2°) la grande différence en valeur des terres, des types et modes de culture (rente différentielle de Marx) on pourra opposer sans résultat les uns aux autres une infinité d'exemples.

Le camarade G. demande si la conférence pense être en mesure de voter sur la question. La majorité répond que non.

Une deuxième discussion s'élève alors sur le point de vue du C.R. concernant l'utilisation du "Syndicat corporatif" de Pétain dans le sens de la lutte des classes au village.

Le camarade I. met en doute la possibilité, tant de démocratiser les syndicats agricoles que de développer dans leur sein à une échelle suffisante des conflits entre gros propriétaires, d'une part, petits propriétaires, paysans pauvres et ouvriers agricoles de l'autre. L'inertie des couches petite paysannes ferait que les meneurs seraient très facilement boycottés par les gros propriétaires, devraient quitter la région, etc...

Le camarade G. explique que, touchant la démocratisation du "Syndicat" le C.R. avait en vue un syndicat commun de la région réunissant en majorité des paysans pauvres : la discussion des intérêts communs y était

extrêmement large et tous les membres (y compris les femmes de tous âges et des jeunes) y participaient activement. Quant à l'inertie politique même actuelle - de la paysannerie, elle fait seulement la preuve de la nécessité pour le P.C.I. de ne pas assister passivement au développement du mouvement corporatif. Il reste entendu que, selon les thèses du C.R.

la lutte des classes ne peut évidemment se développer longtemps dans les cadres corporatifs, mais, passé un certain degré d'intensité, les faire éclater. Quant au boycottage des meneurs de l'action revendicative, il n'est possible qu'en l'absence d'une solidarité petite paysanne, que justement le "P.O. et P." tend à réaliser. Il reste que, une fois admis, ce principe, les moyens de vaincre les difficultés réelles relevées par le Camarade I. devront être étudiées concrètement.

Le camarade K. est également d'avis que le "Syndicat Corporatif de la paysannerie" constitue une initiative sans précédent en France. Avant la guerre, les Syndicats et coopératives agricoles n'avaient pénétré dans toute la campagne française. D'autre part, il y avait peu de paysans pauvres. Enfin il n'y avait pas de syndicat propres aux ouvriers agricoles. Ce qui dissociait ceux-ci de ceux-là.

Concernant la revendication paysanne du relèvement des prix agricoles, le Camarade I. insiste longuement sur le fait qu'elle doit s'accompagner de la revendication du contrôle des intermédiaires. Il donne à ce sujet 2 exemples datant de 34 et 44. Bien souvent, le volume de la plus-value accaparée par les grossistes et divers intermédiaires tend à réduire la part du petit producteur paysan aux limites de la valeur de sa force de travail. Voilà le principal mécanisme de l'exploitation des petits paysans.

La conférence se rallie à ce point de vue. Elle décide en conséquence d'orienter les revendications de classe, dans l'ordre paysan, simultanément contre les privilèges de la grosse paysannerie et contre le capital commercial le plus concentré.

Le camarade Q. fait observer que, dans ce cas, il faut se résigner à rejeter même la plupart des petits commerçants dans les bras de la réaction. La révolution ne peut de toute façon, aller jusqu'à son terme sans éliminer certaines couches de la petite bourgeoisie. Il faut seulement bien s'entendre sur celles qu'il est le plus avantageux de sacrifier.

La conférence maintient son point de vue.

De la discussion sur la possibilité de transporter à la campagne le mot d'ordre de fraternisation, il résulte : 1°) dans beaucoup de cas, les rapports anciens entre paysans français et soldats allemands procèdent de l'intérêt (achats, réquisitions à des prix avantageux). Mais que si la fureur chauvine a moins touché la campagne que la ville, les raisons principales de ce fait sont d'un autre ordre. 2°) En effet, ce sont souvent des fantassins allemands d'origine rurale qui sympathisent avec les paysans, leur rendent spontanément de menus services 3°) Le stalinisme a moins pénétré les campagnes. Bref, il serait possible de diffuser à la campagne de la littérature encourageant la fraternisation.

Au sujet de la dernière thèse du C.R. (Le prolétariat rural proprement dit ne pose pas sur le plan P.O. de problème spécial, il n'en est donc pas question dans ces thèses sur la question paysanne) Le camarade Q. précise encore que sa signification est la suivante. Quand nous parlons de P.O. et P., nous ne proposons pas la construction d'un parti à 2 têtes qui tournerait vite au centrisme. C'est le prolétariat urbain et rural qui s'efforce de rassembler le P.O. ; mais le développement de la situation entraînera derrière lui les couches non prolétariennes paupérisées. Et il nous faut dès à présent agir d'après ce pronostic.

Le Camarade Q. résume alors les perspectives dont procède le mot d'ordre de "P.O. et P.". A quelles couches rurales non-prolétariennes le "P.O. et P." s'adresse-t-il ? Le "P.O. et P." se présente comme un mouvement (au sens donné à ce mot par le camarade C. dans la discussion sur le P.O. annexe au P.O. subordonné à ce centre autour duquel il doit progressivement cristalliser. Quel est son sens stratégique ? Il doit faire obstacle à la réaction fasciste à la campagne, réaction provoqué inévitablement par tout mot coupant les paysans des ouvriers. Pour faire obstacle à cette

réaction, il n'y a pas d'autre moyen que de mobiliser toutes les réserves non-prolétariennes de la classe ouvrière. La difficulté sera de faire comprendre aux militants ouvriers du P.O. la nécessité de doubler celui-ci d'un F.O. et P.. Cela n'est pas impossible présentement, mais les obstacles diffèrent avec les régions. De toute façon une fois strictement délimitée, la couche paysanne avec laquelle nous proposons le Front, les ouvriers doivent finir par en comprendre l'importance. Nous fonderons donc notre propagande de P.O et P. sur une double série coordonnée de revendications, les unes ouvrières, les autres paysannes (par exemple : grève des livraisons (paysans) - échanges directs armés entre ouvriers et paysans (conditions du ravitaillement ouvrier) ; relèvement des prix agricoles - relèvement proportionnel des salaires ; compression des bénéfices intermédiaires).

On passe à la résolution suivante adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION

1°) Faute de matériaux, la conférence ne se prononce pas sur l'existence ou la non-existence d'une accumulation petite paysanne en France depuis 1940. L'ampleur de cette accumulation ne pourra être appréciée qu'au travers de l'action politique elle-même. Mais on ne peut contester l'approfondissement de la différenciation des couches sociales à la campagne à la suite de la période actuelle de prospérité pour l'économie rurale.

2°) Le caractère provisoire conjoncturel de cette prospérité et son aspect régressif au point de vue économique permet de prévoir une dépression catastrophique des affaires des petits paysans français. Cette dépression entraînera les plus larges couches de la petite paysannerie derrière le prolétariat agricole, au cours de la montée révolutionnaire.

3°) Ces deux faits donnent un fondement au ~~mit~~ d'ordre de "Front Ouvrier et Paysan". La conférence régionale décide donc l'édition d'une propagande spéciale de F.O. et P. dans laquelle sera marqué le rôle politiquement et socialement initiateur de la classe ouvrière. Nationalement et régionalement cette propagande pourra cristalliser autour de journaux F.O. et P.

4°) Transitoirement, le "Syndicat Corporatif agricole" de Vichy est utilisable, à travers sa démocratisation, pour donner une impulsion à la lutte des classes au village jusqu'à l'éclosion de la corporation elle-même.

LA QUESTION DU DEBARQUEMENT

RAPPORT.

Le rapporteur renvoie d'abord aux thèses du S.E. sur ce point (IV°I, n° 4-5). Il signale les faits nouveaux intervenus depuis : avance des américains ; renseignements sur ce qui se passe dans les contrées "libérées".

Ces faits imposent les perspectives suivantes : occupation de la France par les anglo-américains et poursuite de la guerre impérialiste contre l'Allemagne. Donc mobilisation, désorganisation des transports, et par suite danger de dispersion des militants. Au point de vue politique, la B.B.C. laisse entendre qu'en fait les F.P.I. se sont transformés en police contre-révolutionnaire. En outre de son propre aveu, peu de mesures ont été prises contre les autorités de Vichy et les collaborationnistes dans les régions occupées par les anglo-américains.

Et ceci pose la question de la terreur rouge : le prolétariat espère massacrer des miliciens et des collaborateurs. Devant la mollesse de la résistance, devons-nous encourager le prolétariat à réaliser ce massacre lui-même sans formes légales ?

et laisser figurer dans celle du F.O. des mots d'ordre tels que : il faut exécuter sans jugement tous les miliciens. Il demande que, d'une façon générale, la position du Parti à l'égard de la Terreur "Rouge" et des tribunaux révolutionnaires soit fixée très nettement.

Le camarade G. ayant cité le cas d'un ouvrier anti-gaulliste et anti-anglais qui bien que pro-allemand a toujours eu une attitude loyale à l'égard des camarades de son entreprise et soutient même les luttes ouvrières, la majorité de la conférence accorde que de tels cas particuliers qui sont peut être nombreux, relèvent de tribunaux révolutionnaires.

Le camarade G. fait remarquer d'abord que, pour un cas particulier soit décidé tel, il faut justement l'intervention préalable d'un tribunal. La question des tribunaux révolutionnaires est donc une question de principe et non de cas particuliers. Mais alors, étant donnée l'exaspération présente du prolétariat, est-ce que les ouvriers ne verront pas dans cette procédure judiciaire une mesure retardatrice, voir une sympathie pour les accusés, comme les stalinienens ne manqueraient pas de la crier.

Le Camarade F. à tendance à réduire le nombre de ces cas particuliers. Nous n'avons pas à nous en préoccuper, si les ouvriers ne s'en préoccupent pas non plus. L'expérience montre qu'on peut faire confiance à l'équité ouvrière.

Le Camarade G. pose ces cas particuliers, quelque soit leur nombre ici ou là, ont leur raison profonde sur un plan tout autre. Tout fascisme s'appuyant sur une démagogie entraîne à sa suite une aile gauche paupérisée poursuivant de façon confuse des objectifs de classe. Le cas cité tout à l'heure, tout fascisme le multiplie donc à un nombre plus ou moins grand d'exemplaires. Ceci soulève un problème politique qu'il appartient au Parti de résoudre sans s'en remettre à l'attitude "spontanée" des ouvriers. Personnellement, je me prononce contre l'exécution sommaire des fascistes d'origine ouvrière ; je me prononce pour dans le cas contraire.

Le camarade A. : De toute façon, ce n'est pas nous qui aurons à les juger.

Le camarade S. Si la terreur Rouge est révolutionnairement progressive, nous devons être pour. Non dans le cas contraire. Autrement dit, si une vague de terreur rouge coïncide avec une montée révolutionnaire ou avec une réaction de défense révolutionnaire (par exemple la répression des marins de Cronstadt), il faut l'appuyer.

Le camarade M. rappelle que, dans le cas des marins de Cronstadt, il s'agissait de contre-révolution consciente. Mais aujourd'hui il n'est pas question, par exemple, de fusiller indistinctement tous les allemands dupés par la démagogie hitlérienne.

Le camarade N. Le souffle de la revanche va bientôt soulever les ouvriers. Nous y opposer c'est nous aliéner le prolétariat. Il nous faut guider et contrôler cette poussée de légitime revanche.

Le camarade Q. prévient que les miliciens ne seront vraisemblablement pas exécutés par les ouvriers, mais par les petits-bourgeois, qui donneront à ces représailles un caractère nationaliste.

Le camarade N. propose dans ces conditions le mot d'ordre "Tribunaux Révolutionnaires" c'est à dire tribunaux liés à la révolution.

Le camarade G. relève l'indication du camarade Q. En fait, nous sommes à la veille d'une terreur bourgeoise. En effet, elle mettra en présence d'une part la Milice, le p.P.F. etc. : c'est à dire des anti-américains, anti-anglais, anti-gaullistes ; d'autre part, des anti-allemands. Les ouvriers sincères figurent dans les 2 groupes en conflit y joueront le rôle d'instruments inconscients des impérialismes concurrents. Dans ces conditions, il n'y a pas de raison de sacrifier aveuglément les ouvriers d'aucun des 2 blocs : en particulier, les ouvriers pro-hitlériens, déclarés arbitrairement les seuls fascistes par les stalinienens. Ils n'ont que ceci de particulier : ils ont été mystifiés par l'impérialisme qui sera vaincu. Quant aux bourgeois de la Milice ils seront préservés à quelques exceptions près. Cette question doit donc être liée à celle des Comités d'usine, seuls capables de prévenir la terreur bourgeoise. Bref, ce pseudo-radicalisme des partisans de la terreur "Rouge"

(elle n'aura de rouge que le nom) est au fond dans la tradition du P.C.F. **IL TÉMOIGNE SAUNE** exaltation confusionniste, celle d'une sorte de Front Populaire transporté dans un climat révolutionnaire.

Le camarade C. est d'accord avec le camarade G. concernant l'angle théorique sous lequel il envisage la question. Mais il en souligne les difficultés pratiques, dans l'ordre de la propagande notamment si la situation politique à venir ne permet pas la création de tribunaux révolutionnaires, même si les ouvriers étaient primitivement d'accord sur ce mot d'ordre, ils nous reprocheront ensuite d'avoir rendu possible l'impunité des coupables. Il nous faut prendre conscience qu'après la guerre nous serons dénoncés par tous les partis comme agents de l'impérialisme allemand. Si ayant opté pour le mot d'ordre de Tribunaux Révolutionnaires, le développement de la situation les rend impossibles, notre attitude paraîtra, aux yeux des ouvriers, confirmer ces calomnies.

Le camarade Q. Ces considérations ne doivent pas nous arrêter. Il faut certainement les garder présentes à l'esprit d'un point de vue tactique mais dans notre littérature, développons le point de vue non-opportuniste défini tout à l'heure par le camarade G.

Le camarade S. répond au camarade C. que, au moment où nous défendons les Tribunaux Révolutionnaires, l'impérialisme allemand sera écroulé. On ne pourra donc nous accuser de la défendre, mais de défendre le prolétariat allemand. Et ceci ne peut pas nous arrêter. Si une montée révolutionnaire se produit, déclanchant une vague de terreur rouge, nous devons la soutenir, sinon opposons aux repréailles bourgeoises le mot d'ordre de Tribunaux Ouvriers liés aux Comités Ouvriers.

Le camarade U. demande comment la conférence envisage l'origine de cette terreur, la Terreur Rouge en France est impossible sans l'exécution d'un certain nombre de miliciens.

Le camarade M. signale que la terreur bourgeoise risque malgré tout d'être débordée en particulier par le P.C.F. en raison de sa base ouvrière d'après un n° de "Signal", en Corse, le Front National composé presque exclusivement de petits paysans et d'ouvriers a abattu le préfet. Même si les anglo-américains freinent la vague de terrorisme, ils seront débordés.

Le camarade G. estime que les remarques des camarades V. et M. ne contredisent pas ses perspectives. Il s'agit avant tout de délimiter strictement la pseudo-terreur bourgeoise, bien vite anodine, qui se prépare. Nous n'avons pas à craindre d'être à la droite de cette terreur. La terreur Rouge n'aura rien de commun avec cette terreur bourgeoise (à laquelle le P.C.F. prêtera une couverture rouge) dont les B.L. risqueraient, sous l'inculpation de fascisme, de faire les frais. C'est ~~laxaxaxaxaxax~~ justement pour prévenir cette terreur que nous devons mettre en avant le mot d'ordre de Tribunaux Révolutionnaires, justice de classe qui seule peut préserver l'unique parti prolétarien. Il nous faut clairement prévoir cette terreur à contenu contre révolutionnaire qui se déchaînera contre nous. Je demande qu'on prenne nettement position sur le mot d'ordre de "Tribunaux Révolutionnaires" comme le plus apte à diriger les fusils et à préparer la guerre civile;

RESOLUTION :

La résolution suivante sur la "Terreur Rouge" est adoptée à l'unanimité.

1°) La fraction bourgeoise impérialiste française, liée à l'impérialisme anglo-américain, s'évertue à capter l'indignation du prolétariat victime principale de la guerre impérialiste, contre la fraction bourgeoise française liée à l'impérialisme allemand. C'est en ce sens qu'elle dénonce et fait exécuter les "traîtres" avec les "boches" c'est au titre de "traîtres" (à la patrie) que gaullistes et staliniens préconisent le massacre des miliciens, avec lesquels ils essaient de confondre tous les "fascistes" et finalement tous les oppresseurs.

2°) L'oppression exercée sur le prolétariat par la fraction hitlérienne bougeoise étant immédiate et extrême, la propagande stalino-gaulliste pour l'extermination de cette fraction, rallie de larges couches ouvrières qui y voient l'équivalent de la terreur rouge dont elles veulent

frapper tous les fascistes et la bourgeoisie. Le ralliement contribue largement à renforcer les illusions bourgeoises "démocratiques" du prolétariat et à préparer un nouveau fascisme (dictature bourgeoise nationaliste, policière et populaire). A l'aile gauche de la bourgeoisie "démocratique", les stalinien sont les agents principaux de cette démagogie.

3°) Il est essentiel pour le parti d'empêcher cette déviation de la classe ouvrière, qui l'empêche de s'engager dans la voie de la lutte de classe.

4°) Il n'y parviendra pas en hésitant sur la nécessité d'abattre les exploités prohitlériens, dont toute timidité dans ce domaine nous fait apparaître comme les serviteurs. Notre fraternité avec le prolétariat allemand n'atténue pas au contraire, la nécessité d'abattre les troupes d'assaut de la bourgeoisie française appuyées sur l'impérialisme allemand.

5°) Mais il est essentiel de déchirer le voile "rouge" dont les stalinien parent, bien malgré eux, la terreur dont les bourgeois entendent frapper leurs concurrents tout en satisfaisant leurs ouvriers. Pour cela, il faut d'abord comprendre que la "terreur" bourgeoise sera, avant tout une terreur de classe c'est à dire qu'en période de montée révolutionnaire ses coups les plus forts n'iront jamais aux gardes blancs, même ex hitlériens qu'elles ménageront, mais :

a) aux prolétaires et semi-prolétaires paupérisés, mystifiés épisodiquement par la démagogie nazie et qui n'ont dans certains cas pas objectivement trahi leur classe (peu importe leur patrie)!

b) ensuite et surtout, aux ouvriers révolutionnaires internationalistes, accusés de trotskysme et d'hitlérisme, avec, à leur tête le P.C.I. seul parti prolétarien.

La couverture rouge ne sera plus alors seulement celle d'un conflit entre bourgeois, mais le voile de la terreur blanche.

6°) Notre devoir est donc d'organiser activement le châtiment des fascistes et réactionnaires prohitlériens dans le cadre de la terreur rouge véritable, liée à la lutte ouvrière et, de proche en proche, à la guerre civile, visent tous les organes de combat de la bourgeoisie, "rouges" et blancs, prohitlériens, gaullistes ou proaméricains, et à travers eux, les têtes de la bourgeoisie.

7°) La seule méthode pour atteindre ce but est de développer l'initiative terroriste autonome de la classe ouvrière. En ce sens, les Tribunaux révolutionnaires ouvriers élus (liés ou confondus avec les Comités d'usine, par exemple) constituent l'organe même de la délimitation de la terreur rouge véritable par rapport à la terreur blanche masquée. Eux seuls peuvent permettre au parti de développer la justice prolétarienne, et de protéger l'avant garde ouvrière, de décapiter la bourgeoisie.

8°) Ils ne peuvent en rien jouer un rôle retardateur (ou parasite le jouer) si dès maintenant les Milices Ouvrières, secteur armée du F.O, amorcent la Terreur rouge contre les oppresseurs les plus directs (Milices Police politique, troupes de police sans distinction de nationalité) tout en cherchant à démocratiser sans cesse cette terreur jusqu'à l'élection des tribunaux ouvriers.

9°) Ainsi seulement la Terreur peut atteindre réellement les oppresseurs directs de la classe ouvrière, paralyser la démagogie bourgeoise acharnée à dévoyer dans le sens chauvin l'indignation antifasciste du prolétariat.

MAQUIS ET MILICE OUVRIERE

RAPPORT : Nous avons longtemps cru possible la transformation des maquis en milices ouvrières. Cela vient de ce que, surtout dans l'ex-P.O.I. a idéalisé le maquis. En fait,

1°) La composition sociale des maquis n'a jamais été exclusivement ouvrière : ils comportaient beaucoup d'éléments petits-bourgeois, voir

frapper tous les fascistes et la bourgeoisie. Le ralliement contribue largement à renforcer les illusions bourgeoises "démocratiques" du prolétariat et à préparer un nouveau fascisme (dictature bourgeoise nationaliste, policière et populaire). A l'aile gauche de la bourgeoisie "démocratique", les staliniens sont les agents principaux de cette démagogie.

3°) Il est essentiel pour le parti d'empêcher cette déviation de la classe ouvrière, qui l'empêche de s'engager dans la voie de la lutte de classe.

4°) Il n'y parviendra pas en hésitant sur la nécessité d'abattre les exploités prohitlériens, dont toute timidité dans ce domaine nous fait apparaître comme les serviteurs. Notre fraternité avec le prolétariat allemand n'atténue pas au contraire, la nécessité d'abattre les troupes d'assaut de la bourgeoisie française appuyées sur l'impérialisme allemand.

5°) Mais il est essentiel de déchirer le voile "rouge" dont les ~~staliniens~~ staliniens parent, bien malgré eux, la terreur dont les bourgeois entendent frapper leurs concurrents tout en satisfaisant leurs ouvriers. Pour cela, il faut d'abord comprendre que la "terreur" bourgeoise sera, avant tout une terreur de classe c'est à dire qu'en période de montée révolutionnaire ses coups les plus forts n'iront jamais aux gardes blancs, même ex hitlériens qu'elles ménageront, mais :

a) aux prolétaires et semi-prolétaires paupérisés, mystifiés épisodiquement par la démagogie nazie et qui n'ont dans certains cas pas objectivement trahi leur classe (peu importe leur patrie)!

b) ensuite et surtout, aux ouvriers révolutionnaires internationalistes, accusés de trotskysme et d'hitlérisme, avec, à leur tête le P.C.I. seul parti prolétarien.

La couverture rouge ne sera plus alors seulement celle d'un conflit entre bourgeois, mais le voile de la terreur blanche.

6°) Notre devoir est donc d'organiser activement le châtiment des fascistes et réactionnaires prohitlériens dans le cadre de la terreur rouge véritable, liée à la lutte ouvrière et, de proche en proche, à la guerre civile, visent tous les organes de combat de la bourgeoisie, "rouges" et blancs, prohitlériens, gaullistes ou proaméricains, et à travers eux, les têtes de la bourgeoisie.

7°) La seule méthode pour atteindre ce but est de développer l'initiative terroriste autonome de la classe ouvrière. En ce sens, les Tribunaux révolutionnaires ouvriers élus (liés ou confondus avec les Comités d'usine, par exemple) constituent l'organe même de la délimitation de la terreur rouge véritable par rapport à la terreur blanche masquée. Eux seuls peuvent permettre au parti de développer la justice prolétarienne, et de protéger l'avant garde ouvrière, de décapiter la bourgeoisie.

8°) Ils ne peuvent en rien jouer un rôle retardateur (ou paraître le jouer) si dès maintenant les Milices Ouvrières, secteur armée du P.O, amorcent la Terreur rouge contre les oppresseurs les plus directs (Milices Police politique, troupes de police sans distinction de nationalité) tout en cherchant à démocratiser sans cesse cette terreur jusqu'à l'élection des tribunaux ouvriers.

9°) ~~Ainsi~~ seulement la Terreur peut atteindre réellement les oppresseurs directs de la classe ouvrière, paralyser la démagogie bourgeoise acharnée à dévoyer dans le sens chauvin l'indignation antifasciste du prolétariat.

MAQUIS ET MILICE OUVRIERE

RAPPORT : Nous avons longtemps cru possible la transformation des maquis en milices ouvrières. Cela vient de ce que, surtout dans l'ex-P.O.I. on a idéalisé le maquis. En fait,

1°) La composition sociale des maquis n'a jamais été exclusivement ouvrière : ils comportaient beaucoup d'éléments petits-bourgeois, voir

bourgeois. En méconnaissant ce fait ou en fermant les yeux sur lui on a falsifié le caractère véritable du maquis. Ainsi, un article de "La Jeune Garde" en 43 prétendait imperturbablement que les maquisards avaient "trouvé" dans les montagnes de Haute-Savoie des armes et des munitions. Ce conte inspiré de Robinson Crusoë cachait que les armes en question avaient été tout simplement fourrées par des officiers et autres agents bourgeois du gaullisme, bien décidés à faire du maquis un corps auxiliaire des armées impérialistes.

Non seulement les maquis ne constituent pas des Milices Ouvrières mais (en partie par suite de l'absence d'une politique juste de notre part) les maquis ne tendent aucunement à se transformer en Milices Ouvrières. Les maquis "sauvages" c'est à dire indépendants, sont de plus en plus étroitement intégrés aux P.F.I.

2°) De même que les maquis n'ont jamais eu de composition prolétarienne ne on n'y trouve aucune démocratie intérieure qui permette aux tendances révolutionnaires de se faire jour.

Mais, de son côté, le parti a fait d'autres fautes sur cette question, dès l'origine des maquis. A cette époque, il y avait dans les maquis un élément positif à utiliser : ils représentaient un moyen d'échapper à la déportation. Mais, par suite, le maquis entra en lutte ouverte contre l'impérialisme allemand. Toute la question nationale était posée, et l'on sait que sur ce point l'ex P.O.I. a multiplié les erreurs. Par crainte d'une déviation nationaliste, nous n'avons pas pris position nette à l'égard de la déportation. Nous avons déclaré que les ouvriers lutteraient aussi bien "là-bas" que "ici", éludant ainsi la question des conditions infernales qui étaient faites aux ouvriers déportés, et en particulier les conditions très difficiles faites en Allemagne à la lutte clandestine. Il fallait évidemment organiser la lutte là-bas (et il ne semble pas du reste que la IV° ait fait grand chose dans ce sens) mais c'était une question autre. En affirmant que les possibilités de lutte étaient identiques ici et là-bas, on incitait en fait les ouvriers à partir. La nécessité d'organiser à tout pris la lutte à tout prix la lutte ouvrière internationale en Allemagne ne devait pas servir d'instrument pour atténuer la nécessité de lutter à tout prix et collectivement en France contre la déportation. Dans ces conditions, les staliniens

n'avaient pas absolument tort de dire que ceux qui parlaient de lutte là-bas étaient en fait contre la lutte ici. Objectivement, nous nous sommes mis dans ce cas que service de l'impérialisme allemand par crainte d'être nationaliste. Il aurait fallu, au contraire, pousser à fond la lutte contre la déportation en l'axant sur les usines. C'aurait été le moment de proposer le F.U. aux P.C.F. Bref c'est à ce moment là qu'a manqué le facteur subjectif pour la transformation des maquis en milices ouvrières.

A présent, le maquis n'est plus qu'une armée bourgeoise, et nous ne pouvons adopter à son égard qu'une seule attitude : le défaitisme révolutionnaire. Jusqu'à il y a quelque temps, le maquis était un moyen de planquer l'antidéportation, aujourd'hui il est engagé à fond dans la guerre au point de devenir un moyen de faire massacrer les couches avancées de la classe ouvrière. La B.B.C. et les staliniens avouent 110.000 morts en un an. Le défaitisme révolutionnaire c'est la lutte pour la défaite de notre propre bourgeoisie. Il ne faut pas faire du réformiste en opposant les F.T.P. "prolétariens" à l'A.S. bourgeois. F.T.P. et A.S. sont les agents de 2 impérialismes rivaux entre lesquels nous n'avons pas à choisir. Ces 2 groupes ont essentiellement même composition sociale et même structure. Dans les 2 cas, notre propagande doit être dirigée dans le sens de la défaite du maquis en tant qu'ils sont des unités militaires bourgeois.

Comment transformer les maquis en milices ouvrières, ? en armée de la guerre civile ? La meilleure arme c'est la défaite. Quand un maquis a subi une défaite, les ouvriers comprennent que les officiers sont leurs ennemis. La question est la même que dans l'Armée Rouge. Il ne suffit pas de réclamer l'élection des officiers, il faut éliminer les cadres réactionnaires, ou ne conserver que comme techniciens contrôlés par le Soviet des soldats. Si, c'est seulement dans la mesure où une dualité de pouvoirs s'est développée dans un maquis que nous devons le défendre.

bourgeois. En méconnaissant ce fait ou en fermant les yeux sur lui on a falsifié le caractère véritable du maquis. Ainsi, un article de "La Jeune Garde" en 43 prétend imperturbablement que les maquisards avaient "trouvé" dans les montagnes de Haute-Savoie des armes et des munitions. Ce conte inspiré de Robinson Crusoë cachait que les armes en question avaient été tout simplement fournies par des officiers et autres agents bourgeois du gaullisme, bien décidés à faire du maquis un corps auxiliaire des armées impérialistes.

Non seulement les maquis ne constituent pas des Milices Ouvrières mais (en partie par suite de l'absence d'une politique juste de notre part) les maquis ne tendent aucunement à se transformer en Milices Ouvrières. Les maquis "sauvages" c'est à dire indépendants, sont de plus en plus étroitement intégrés aux F.F.I.

2°) De même que les maquis n'ont jamais eu de composition prolétarienne ne on n'y trouve aucune démocratie intérieure qui permette aux tendances révolutionnaires de se faire jour.

Mais, de son côté, le parti a fait d'autres fautes sur cette question, dès l'origine des maquis. A cette époque, il y avait dans les maquis un élément positif à utiliser : ils représentaient un moyen d'échapper à la déportation. Mais, par suite, le maquis entra en lutte ouverte contre l'impérialisme allemand. Toute la question nationale était posée, et l'on sait que sur ce point l'ex P.O.I. a multiplié les erreurs. Par crainte d'une déviation nationaliste, nous n'avons pas pris position nette à l'égard de la déportation. Nous avons déclaré que les ouvriers lutteraient aussi bien "là-bas" que "ici", éludant ainsi la question des conditions infernales qui étaient faites aux ouvriers déportés, et en particulier les conditions très difficiles faites en Allemagne à la lutte clandestine. Il fallait évidemment organiser la lutte là-bas (et il ne semble pas du reste que la IV° ait fait grand chose dans ce sens) mais c'était une question autre. En affirmant que les possibilités de lutte étaient identiques ici et là-bas, on incitait en fait les ouvriers à partir. La nécessité d'organiser à tout pris la lutte à tout prix la lutte ouvrière internationale en Allemagne ne devait pas servir d'instrument pour atténuer la nécessité de lutter à tout prix et collectivement en France contre la déportation. Dans ces conditions, les staliniens

n'avaient pas absolument tort de dire que ceux qui parlaient de lutte là-bas étaient en fait contre la lutte ici. Objectivement, nous nous sommes mis dans ce cas que service de l'impérialisme allemand par crainte d'être nationaliste. Il aurait fallu, au contraire, pousser à fond la lutte contre la déportation en l'exant sur les usines. C'aurait été le moment de proposer le F.U. aux P.C.F. Bref c'est à ce moment là qu'a manqué le facteur subjectif pour la transformation des maquis en milices ouvrières.

A présent, le maquis n'est plus qu'une armée bourgeoise, et nous ne pouvons adopter à son égard qu'une seule attitude : le défaitisme révolutionnaire. Jusqu'à il y a quelque temps, le maquis était un moyen de planquer anti-déportation, aujourd'hui il est engagé à fond dans la guerre au point de devenir un moyen de faire massacrer les couches avancées de la classe ouvrière. La B.B.C. et les staliniens avouent 110.000 morts en un an. Le défaitisme révolutionnaire c'est la lutte pour la défaite de notre propre bourgeoisie. Il ne faut pas faire du réformiste en opposant les F.T.P. "prolétariens" à l'A.S. bourgeoise. F.T.P. et A.S. sont les agents de 2 impérialismes rivaux entre lesquels nous n'avons pas à choisir. Ces 2 groupes ont essentiellement même composition sociale et même structure. Dans les 2 cas, notre propagande doit être dirigée dans le sens de la défaite du maquis en tant qu'ils sont des unités militaires bourgeois.

Comment transformer les maquis en milices ouvrières, ? en armée de la guerre civile ? La meilleure arme c'est la défaite. Quand un maquis a subi une défaite, les ouvriers comprennent que les officiers sont leurs ennemis. La question est la même que dans l'Armée Rouge. Il ne suffit pas de réclamer l'élection des officiers, il faut éliminer les cadres réactionnaires, ou ne les conserver que comme techniciens contrôlés par le Soviet des soldats. Ainsi, c'est seulement dans la mesure où une dualité de pouvoirs s'est développée dans un maquis que nous devons le défendre.

Il ne faut pas penser comme certains camarades, que les maquis ne dissoudront d'eux-mêmes, les ouvriers rentrant à l'usine. Les maquis ne seront ^{pas} déshabilisés si tôt. Et il serait dommage qu'ils le soient, car il s'y trouve une masse d'ouvriers armés, bien qu'ils mettent leurs armes aux services de la contre-révolution. Il faut les amener à diriger leurs armes dans un autre sens.

Comment aboutir à une rupture entre les ouvriers et les cadres réactionnaires ? Ce sera difficile, car nous assistons, surtout depuis le débarquement, à un renforcement du chauvinisme et à un recul de la conscience révolutionnaire, exactement comme au début de toute guerre impérialiste ? Il faut exprimer nettement dans nos journaux notre attitude politique générale sur la question. Mais à l'intérieur des maquis, il faut diriger notre propagande sur les questions revendicatives : dénoncer le gaspillage au sommet, insister sur la différence de niveaux de vie entre les maquisards et leurs officiers. Bref, il faut développer la lutte de classes à l'intérieur du maquis.

Il faut élaborer un programme d'action net pour les Milices Ouvrières. Elles doivent exclusivement combattre pour des objectifs de classe : armement des ouvriers, expropriation des dépôts d'armes aux mains de toutes les organisations non-prolétariennes, protection des convois armés de ravitaillement ouvrier (lutte directe la plus efficace pour l'élévation du niveau de vie des ouvriers) surtout autre aboutit surtout à une élévation des salaires nominaux), protection des organisations ouvrières, des piquets de grève ~~généralisés~~ des manifestations (par exemple, pendant la grève générale de Marseille, lorsque la Milice a tiré sur une manifestation de femmes, les Milices Ouvrières auraient pu jouer un rôle décisif). Des actions de milices ouvrières peuvent orienter rapidement la situation vers une guerre civile généralisée.

DISCUSSION :

Le camarade S. note que le P.O.I. a également négligé le fait qu'une partie importante des forces ouvrières ne sont pas dans les maquis : les prisonniers de guerre peuvent jouer un rôle important dans la formation des cadres de la Milice Ouvrière. D'autre part, le C.R. a gardé longtemps lui aussi des illusions sur le maquis. Par exemple, des informateurs ont signalé qu'au moment du débarquement lorsque les ouvriers ont afflué au maquis, on ne leur a pas donné d'armes, ils ont été contraints de retourner à leurs usines. Le C.R. n'a pas publié ces informations que le camarade S. pouvait diffuser à un grand nombre d'exemplaires.

Le rapporteur s'explique sur ce dernier point. Si cette information n'a pas été publiée c'est uniquement pour des raisons techniques. Un article même était préparé là-dessus. Seulement, nous n'étions pas matériellement en mesure d'éditer un journal IV°. D'autre part, d'après des sondages chez les ouvriers, une propagande de cette sorte serait mieux accueillie dans les maquis mêmes que dans les usines, où l'on conserve encore des illusions. Quant aux prisonniers de guerre, le rapporteur se déclare en plein accord avec le camarade S. et ajoute que la présence au parti sur ce point résulte de son absence d'attitude ferme à l'égard de l'impérialisme allemand, en particulier concernant la déportation. Là-dessus, nous avons agi exactement comme les stalinien qui ne sont désintéressés des prisonniers parce qu'ils ne pouvaient les utiliser dans le cadre P.F.P. Du reste, notre tendance à méconnaître l'importance des prisonniers est si enracinée que, tout récemment encore à Toulouse, dans un tract en direction des soldats allemands et dont la traduction devait être diffusée parmi les ouvriers de la région nous n'en avons pas dit un mot dans notre première rédaction.

Le camarade V.....

Le camarade I.....

Le camarade V : La question principale à régler est celle du sabotage.

Le camarade I.....

Le camarade rapporteur : Dans le programme que je viens de développer oralement je signale 2 lacunes : les P.O. doivent entreprendre aussi une action antipolice systématique ainsi que la de l'administration civile dans ce qu'elle a d'oppressif (notamment touchant le ravitaillement)

Le camarade I. J'insiste encore sur la nécessité d'établir dans toutes nos modalités un programme de M.O. à diffuser largement.

Le rapporteur lit alors un programme déjà ancien sur la constitution des M.O. et procédant des vues exprimées dans son rapport, il demande à la conférence de signaler au cours de la lecture les amendements ou compléments qu'elle propose.

Au cours de la lecture, le rapporteur propose de retirer un alinéa contenant des illusions, désormais dissipées sur les F.T.P. Accordé à l'unanimité. Il demande qu'à la fin de la lecture on discute un paragraphe concernant la légitimité de compromissions avec les terroristes bourgeois : ~~c'est en effet~~ le seul moyen de leur soutirer des armes. Ces compromissions (actes terroristes de couverture) ne sauraient évidemment dépasser certaines limites et doivent être réservées à certains groupes de l'organisation rigoureusement étanches.

Le camarade O. demande si l'on a envisagé, pour l'apprentissage du maniement d'armes, une méthode compatible avec le cloisonnement.

Le rapporteur préconise la méthode de la traînée de poudre : chaque camarade compétent instruira sa liaison.

Sous réserves des modifications convenues, le texte du rapporteur est adopté à l'unanimité.

Le débat s'ouvre alors sur le paragraphe relatif aux compromissions éventuelles avec les F.P.I. Le rapporteur précise qu'il ne s'agit aucunement de collaboration avec eux ; il s'agit exactement d'actions extrêmement limitées mettant en jeu de notre part des groupes de couverture. Par exemple, pour obtenir des armes, déléguer épisodiquement 2 ou 3 camarades de l'organisation au sabotage des voies ferrées. Autrement dit, créer dans nos groupes de F.O. une fissure nettement circonscrite par où passera l'armement indispensable.

Le camarade B. tout dépend de l'intérêt technique présenté par cette sorte de compromission.

Le camarade I. signale que c'est plutôt une question de principe car à X par exemple, d'après des sondages qu'il a pu faire, la chose serait impossible.

Le rapporteur déclare alors que, tout bien pesé, personnellement il désavoue ce paragraphe. Cette porte ouverte au ravitaillement en armes serait aussi ouverte aux compromissions, à l'opportunisme stalinien.

Le camarade E. pense que non, s'il reste bien entendu 1°) que ce sont là des compromissions d'intérêt exclusivement technique 2°) qu'elles doivent expressément garder un caractère exceptionnel, chacune d'elles devant faire l'objet d'une discussion préalable pour savoir si elle est vraiment indispensable 3°) qu'elles ne doivent en aucun cas dépasser des limites très étroites.

Le rapporteur : pratiquement, la difficulté est la suivante : soit-on révéler aux militants ces compromissions ? Si oui, ils protesteront de plein droit que les staliniens ne justifient pas autrement leur alliance à la Résistance bourgeoise.

L'alinéa en question est rejeté à l'unanimité.

RESOLUTION :

1°) Les Milices Ouvrières sont des forces armées à composition sociale prolétarienne (ou semi-prolétarienne dans le cas des milices rurales) en liaison permanente avec des masses ouvrières stables (entreprises, quartier ensemble d'entreprises, maquis ouvrier) s'opposant aux "armées" par leur capacité de fusion avec les masses et l'étroitesse de leurs cadres permanents. Elles sont la forme d'organisation militaire directe du prolétariat, l'instrument de sa lutte pratique.

2°) Dans la période actuelle, caractérisée par l'état embryonnaire des organisations prolétariennes et par la dictature militaire policière de la bourgeoisie, les M.O. ne peuvent être que clandestines. Toute l'expérience de l'illégalité, à laquelle s'ajoute celle des maquis a montré que le cloisonnement strict est la condition de la clandestinité, ainsi que la faible dimension des unités de combat, qu'en découle.

Il n'y a pas une, mais des M.O., qui tendent à travers la montée révolutionnaire à s'unifier en arade Rouge.

3°) Les M.O. s'appliquent dans toute la mesure possible, la démocratie ouvrière. Elles ne sont d'ailleurs rien d'autre que l'organe militaire de la lutte politique amorcée par le Front Ouvrier. Elles sont le secteur armé du F.O. C'est pourquoi, construire des M.O., ce sera, dans beaucoup de cas armer les groupes Ouvriers. Conformément à ces principes de structure, les M.O. s'opposent à tout contrôle de leur composition ou de leur action par d'autres personnes que les responsables élus. C'est éliminer évidemment toute intervention d'officiers ou d'agents de la bourgeoisie de nationalité quelconque.

4°) La construction des M.O. à partir des saquis ne peut s'opérer qu'en appliquant le défaitisme révolutionnaire à tous les saquis dirigés ou contrôlés par la bourgeoisie pour des objectifs bourgeois. Le défaitisme révolutionnaire ne peut être abandonné qu'aux conditions suivantes:

- Election par des Comités de Partisans par tous les miliciens ouvriers et semi-prolétaires

- Exclusion, interment ou exécution (selon les cas et les besoins de la sécurité) des déserteurs militaires réactionnaires et bourgeois

- Responsabilité des Comités pour la détermination des objectifs de lutte

- Contrôle de la distribution et de l'utilisation démocratique du ravitaillement, des abris, des transports, de l'armement

- Education révolutionnaire des partisans et propagande pour le F.O. et la M.O.

- Liaison avec les autres M.O. et constitution de Comités de milices à toute échelle (régionale, nationale)

- Liaison avec le F.O., le P.O. et paysan et à une étape ultérieure les Comités d'ouvriers et de petits paysans.

Les commandants militaires seront élus par tous les partisans. Les spécialistes militaires ou ex-officiers seront contrôlés par des délégués des Comités.

5°) La question des Milices Patriotiques Ouvrières et paysannes se pose de la même façon que celle des saquis. La lutte pour la "démocratisation" des Milices Patriotiques passe à travers le défaitisme révolutionnaire dans leur sein. Il faut en chasser les cadres de maîtrise réactionnaires, moyens bourgeois et patrons que les staliniens y ont introduits comme leurs "cadres naturels". Il faut amener les Milices Patriotiques des entreprises, dont les chauvins redoutent la radicalisation et retardent l'armement, à rompre avec leur direction et à s'intégrer au F.O. Le Front Unique réunira les Milices Patriotiques ouvrières et les Milices Ouvrières issues directement du F.O. sera dans de nombreux cas le moyen de transformer les Milices Patriotiques en Milices Ouvrières.

6°) Comme le F.O., la Milice Ouvrière groupe tous les combattants issus de partis, syndicats légaux ou illégaux, groupements, ainsi que tous les ouvriers sans parti. Elle invite toutes les organisations ouvrières, de la base au sommet, à réaliser le front unique contre l'ennemi de classe.

7°) Elle reçoit toute alliance avec l'ennemi de classe, mais consent à des négociations pratiques déterminées, par exemple pour obtenir des armes, dans la mesure où l'ennemi de classe, quel qu'il soit, trouve intérêt à créer ou soutenir telle ou telle action ouvrière.

En bloc, les compromissions avec la bourgeoisie, même à des fins "techniques", sont politiquement dévalorisantes pour la classe ouvrière. C'est pourquoi la conférence rejette toute manœuvre tendant à obtenir des avantages techniques en utilisant des organes spéciaux et limités "de couverture", chargés d'actions "de couverture". Cette méthode détournerait des voies politiques justes d'armement et ouvrirait la porte aux justifications techniques ou même "tactiques" de l'opportunisme.

Mais le sabotage des administrations, la lutte contre l'antidémocratie

la lutte contre la déportation, contre l'appareil policier nazi et vichyssois donnent des bases à des tractations techniques avec des bourgeois du fait des conflits qui les opposent nationalement et internationalement. Ces tractations peuvent donner lieu à des coopérations pratiques épisodiques mais jamais à un Front Unique politique. Inversement, ne pas utiliser la concurrence entre les fractions de la bourgeoisie, c'est abandonner toute liberté de manœuvre et, par suite, toute indépendance politique à leur égard.

8°) Mais l'armement s'opérera de façon beaucoup plus sûre et plus simple par: a) la transformation révolutionnaire des maquis et des Milices Patriotiques

b) l'utilisation des armes déjà obtenues pour conquérir l'armement et l'appareil technique de la police, des fascistes, nazis et réactionnaires de tout crin, y compris les nationalistes "démocrates"

c) le détachement d'éléments toujours plus nombreux des Allemands et allogènes de la Wehrmacht qui passent au maquis avec armes et bagages justement parce qu'ils lui attribuent le contenu politique des Milices Ouvrières.

9°) Les Milices Ouvrières doivent rompre résolument avec le sabotage nationaliste pour lequel la "défense inconditionnée de l'U.R.S.S." constitue un bon cache-chauvinisme. Les "Groupes de défense de l'U.R.S.S." préconisés par le C.R., il y a quelques mois; ne sont que la tentative d'exprimer avec l'opportunisme inévitable attaché à la "défense inconditionnée" Ces "Groupes" signifient qu'il y aurait une forme de défense d'Etat Ouvrier indépendante de la lutte de la classe ouvrière pour la Révolution mais coïncidant en revanche avec les intérêts des impérialismes anti-allemands. Or, c'est là du stalinisme qui fait des "défenseurs de l'U.R.S.S." les agents de l'impérialisme anglo-américain. Lorsque les ouvriers, même sous prétexte de "communisme" et de "défense de l'U.R.S.S." font sauter une usine métallurgique et privent leurs compagnons de travail et de pain lorsqu'ils coupent les voies de communication et par suite arrêtent le ravitaillement des villes, il se peut bien que l'armée allemande en soit affaiblie matériellement mais la fraternité révolutionnaire n'en est pas avancée et finalement la bourgeoisie française se décharge sur le prolétariat des frais de la réasse (les vichyssois l'avouent cyniquement tous les jours).

Par ailleurs, ces méthodes ont pour effet (et pour objet) de stabiliser des éléments putschistes nationalistes et coupés de leur classe, tout en renvoyant les masses vers un attentisme passif. Elles détournent donc la classe ouvrière de l'action de masse et la mènent par suite à l'écrasement. En un an, selon les aveux des stalino-gaullistes qui espèrent monnayer les cadavres, 110.000 partisans sont tombés "contre les boches", c'est à dire que la jeunesse ouvrière est en pleine destruction. Voilà à quoi se lie "l'activisme" des saboteurs.

10°) Est-ce à dire qu'il faut substituer purement et simplement "l'attentisme" B.L à l'activisme chauvin? Devons-nous suivre certaines suggestions de la "Vérité" selon lesquelles nous n'aurions rien à faire avec les armes qu'à les obtenir, les stocker, tout au plus en apprendre le maniement? Non, car ce serait "oublier" sur le plan militaire, comme on l'a fait sur le plan de l'éducation, notre propre perspective d'une montée révolutionnaire. Tout en excluant le putschisme, nous devons comprendre que nous sommes dans une situation révolutionnaire et que l'attentisme est une insulte au prolétariat dont la condition est intolérable et qui voit l'occasion d'en sortir.

11°) Il faut constituer et enrichir sans cesse un PROGRAMME D'ACTION DES MILICES OUVRIÈRES apte à faire prendre conscience au prolétariat de l'existence pour lui d'une ligne d'action indépendante:

a) stocker les armes sous un contrôle purement bureaucratique c'est refuser, comme les nationalistes bourgeois, d'armer les masses ouvrières dès maintenant. C'est directement contraire à l'esprit de la Milice

Ouvriers. Il faut mettre les armes sous la protection directe des ouvriers que sous la garde de quelques sbires spécialisés, douteux et en tout cas vulnérables.

b) Le maniement des armes et la lutte ne s'apprennent pas seulement ni surtout dans de médiocres écoles de guerre, mais les écoles de guerre civile elles-mêmes ne sont possibles que sur la base d'actions militaires immédiates, dont on ne méconnaît la nécessité que par faiblesse politique.

c) La nécessité urgente de forces ouvrières armées existe pour:

- l'armement des usines, la constitution de piquets de grèves armés, la défense contre les destructions et les occupations bourgeoises, la protection des occupations d'usines, du ravitaillement des boîtes
- la protection des manifestations
- la protection des convois de ravitaillement vers les villes et le contrôle du ravitaillement par les ouvriers et petits paysans
- l'expropriation ouvrière des stocks de marchandises accaparés par l'Etat bourgeois, les grands magasins et les richards
- la lutte systématique contre les organes de pression et de contrôle de l'Etat, l'extermination de la police politique sous toutes ses formes et de toutes nationalités, ainsi que des bandes fascistes et des mouchards
- l'armement des tribunaux révolutionnaires
- la libération des détenus victimes de la justice bourgeoise
- la conquête des dépôts d'armes bourgeois
- l'équipement technique des organisations ouvrières par voie d'expropriation, la protection des liaisons ouvrières
- l'agitation révolutionnaire massive et protégée
- l'imposition par la force des libertés ouvrières de presse et de réunion

Ce programme sera complété méthodiquement par l'analyse des expériences et largement répandu par l'analyse des expériences et largement répandu par la propagande du parti et, autant qu'il dépendra de nous, du P.O.

LA QUESTION DE L'U.R.S.S.

RAPPORT (texte intégral)

1°) Introduction: aspects actuels de la question

Maintenant que l'Armée Rouge pénètre en Europe orientale, se trouve sur les frontières de l'Allemagne qui est au seuil de la révolution, la question de la défense de l'U.R.S.S. est d'une actualité infiniment plus brûlante qu'à l'époque où l'on se battait dans Stalingrad. Des problèmes graves se posent. A quoi nous a servi le mot d'ordre de "défense inconditionnelle de l'U.R.S.S.", que peut-on en espérer pour l'avenir? Ou, plus concrètement, quels rapports pensons-nous que les ouvriers révolutionnaires et les militants de la IV^e Internationale peuvent avoir avec les éléments de l'Armée Rouge en Europe?

Quant à l'attitude des Alliés à l'égard de l'U.R.S.S., déjà au cours de notre discussion sur le débarquement, des points de vue en contradiction complète avec les thèses traditionnelles du P.C.I. et du S.R. se sont fait jour. Le camarade G. proposait, devant l'évolution effective de la situation, de renoncer à l'injure d'une U.R.S.S. encerclée par la coalition des impérialismes.

Du reste, du moins dans la région, l'attitude de la IV^e à l'égard de l'U.R.S.S. a toujours provoqué un certain malaise chez nos stagiaires et nos militants. On se demandait pourquoi notre défense incondi-